

■ Source de vie, l'eau de notre planète se raréfie. Elle devient source de profits, de conflits.

■ Les multinationales s'élancent à la conquête des marchés de l'or bleu.

■ L'eau douce est un enjeu géostratégique majeur. Carte.

Soif

L'eau, nerf de



MICHEL BEURET
JEAN-PHILIPPE BUCHS
CATHY MACHEREL

REPORTAGE BOMBAU SECTION ONLINE

la guerre

JEUDE 22 MARS, LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CÉLÈBRE LA JOURNÉE MONDIALE de l'eau. Et les ressources en matière d'eau potable apparaissent comme l'un des enjeux majeurs du siècle qui débute. A ce jour 1,5 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau salubre, soit un quart de la population mondiale. 15 millions d'êtres humains meurent chaque année de pénurie, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Si rien n'est fait d'ici 2025, près de quatre milliards d'individus seront privés de cet élément vital, indispensable non seulement au métabolisme des êtres vivants, mais aussi à l'irrigation, à l'hygiène et à l'économie.

Depuis les premières alertes lancées à la conférence internationale de Mar del Plata en 1977, la situation globale s'est dramatiquement dégradée. Contrairement à une idée reçue en Occident, elle ne concerne plus seulement l'Afrique sub-saharienne et sahélienne, le Proche et le Moyen-Orient. L'Asie en pleine explosion démographique est elle aussi menacée. Sur le pourtour de la Méditerranée, 45 millions de gens manquent d'ores et déjà du précieux et irremplaçable liquide. Ils seront 200 millions d'ici dix ans. Les chiffres qui esquissent aujourd'hui la « bombe hydrique » sont innombrables et alarmants (*lire encadré p. 50*).

Après deux décennies de rapports inquiétants et de vaines promesses, la communauté internationale – qui ne possède toujours pas de « législation sur l'eau » malgré la multiplication des instances concernées – est aujourd'hui le dos au mur. L'explosion démographique et urbaine, la pollution et le gaspillage, la diminution de cette ressource limitée, conjugués à une concertation insuffisante à l'échelle internationale, ont laissé la porte ouverte à une multitude de conflits, voire de véritables guerres de l'eau: guerres



ANGOLA Seuls quelque 40% de la population ont accès à l'eau potable.



TURQUIE Le barrage Atatürk prélève un tiers des eaux qui irriguent l'Irak et la Syrie.

entre Etats, mais aussi, depuis peu, prédation des multinationales.

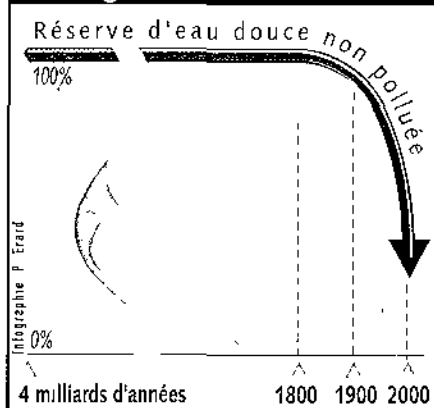
A LA CONQUÊTE DE L'EAU «PRIVÉE»

Pour l'ensemble des pays en développement, l'investissement « indispensable » pour la décennie à venir dans des projets sur l'eau est estimé à 600 milliards de dollars. Or en l'état actuel des choix opérés, la communauté internationale n'est en mesure d'en avancer que le dixième. C'est ici que les compagnies privées font leur entrée sur le champ de bataille. « L'expérience internationale montre clairement le besoin d'adapter les instruments économiques à la gestion de cette ressource limitée et menacée », notent Pascale Babillet et Philippe Le Lourd, dans une réflexion sur l'éventualité d'un « marché de l'eau » (« Y a-t-il un marché de l'eau? », in « L'eau en question: enjeu du XXI^e siècle », Paris, Romillat, 1998) Pour pallier la raréfaction

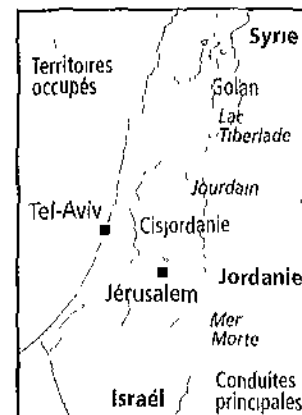
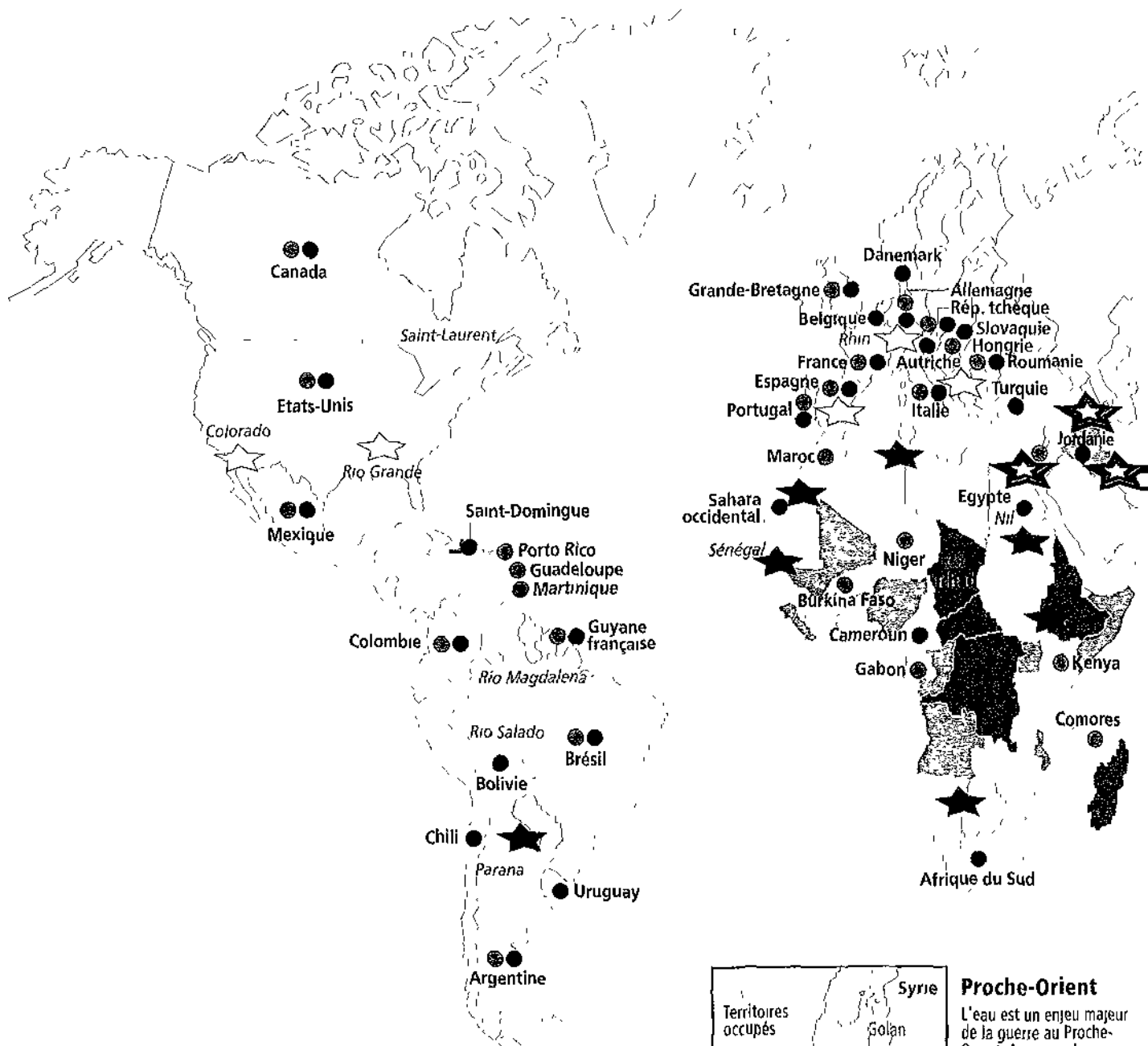
et les gaspillages, pour rendre efficace et rationnelle l'utilisation de l'eau, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) encouragent désormais le remplacement de la gestion d'Etat par les capitaux privés, jugés seuls capables de répondre aux besoins énormes en investissements dans ce secteur.

L'eau, à cause de sa rareté et grâce aux options stratégiques des instances monétaires internationales, est en passe d'acquiescer une forte valeur marchande. Plusieurs multinationales se concurrencent déjà sur ce gigantesque marché mondial. Parmi les leaders, deux français: Vivendi, propriétaire de la Générale-des-eaux, et Suez, détenteur de la Lyonnaise-des-eaux. Ces compagnies présentent leurs activités comme une contribution au sauvetage du monde: « Tributaire de l'état des réseaux qui lui sont confiés au niveau mondial, Vivendi s'engage dans des programmes d'investissements lourds pour les réhabiliter » (Vivendi, bilan de l'environnement, 1999). - >

La dégradation s'accélère



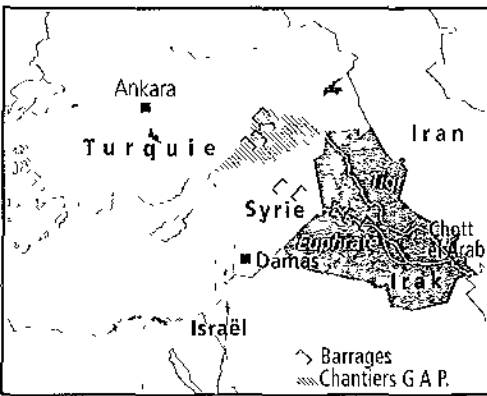
Planète bleue, le stress



Proche-Orient
L'eau est un enjeu majeur de la guerre au Proche-Orient. Au cours de ses multiples conquêtes territoriales, l'État d'Israël a accaparé le contrôle de la majeure partie de l'eau potable dans la région. Les eaux souterraines s'écoulent à son profit de part et d'autre des zones aquifères. A ce jour, plus de 70% de l'eau potable de l'État hébreu provient des frontières extérieures du territoire de 1948.



LA BATAILLE DE DEUX GÉANTS



Moyen-Orient

Château d'eau de la région, la Turquie bénéficie d'une situation privilégiée: le Tigre et l'Euphrate qui s'écoulent dans l'ancienne Mésopotamie prennent leurs sources en Anatolie. Les gigantesques constructions hydrauliques d'Ankara en amont des fleuves réduisent le débit en aval, pénalisant la Syrie et l'Irak

VIVENDI water

120 millions d'habitants desservis en eau dans le monde

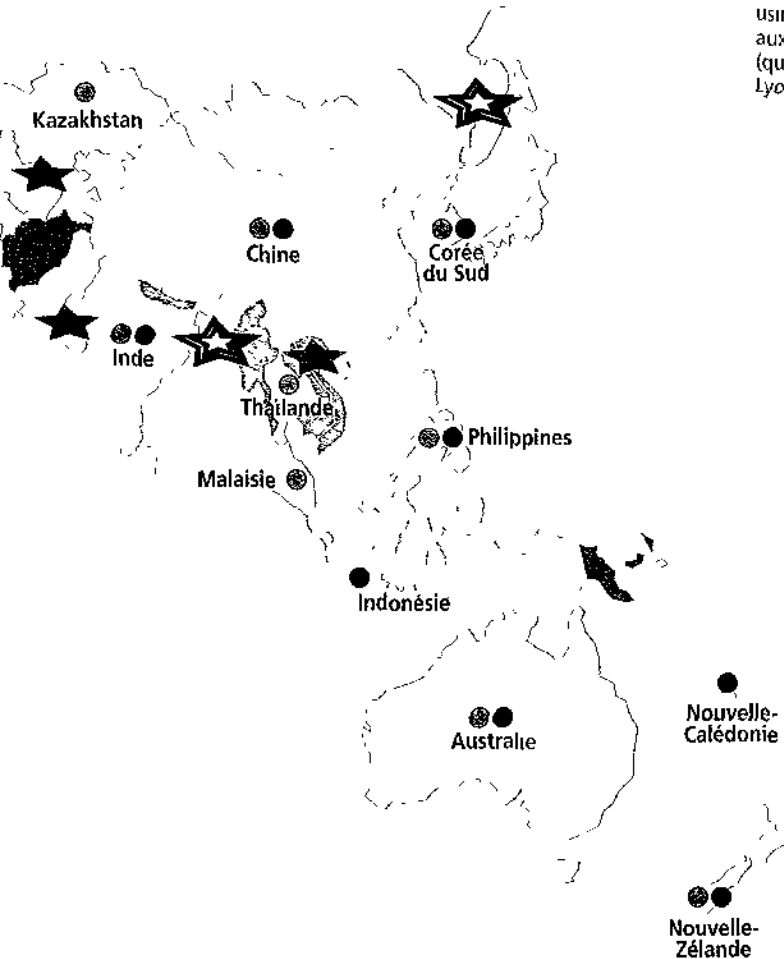
Chiffre d'affaires 2000 dans le secteur de l'eau.
12,9 milliards d'euros
 (19,8 milliards de francs suisses)
 soit +23% par rapport à 1999.

SUEZ

110 millions d'habitants desservis en eau dans le monde

Chiffre d'affaires 2000 dans le secteur de l'eau.
9,1 milliards d'euros
 (14 milliards de francs suisses)
 soit +44% par rapport à 1999.

L'eau est un marché lucratif pour les multinationales actives sur plusieurs fronts. elles décrochent des contrats de gestion déléguée (par les Etats, les municipalités) des services des eaux, elles construisent des usines de production d'eau et de traitement et proposent des services aux industriels. Les leaders sur ce vaste marché sont français. Vivendi (qui possède la Générale des eaux et l'américaine US-Filter) et Suez-Lyonnaise-des-eaux (Lyonnaise des eaux, Degremont, Nalco)



L'ACCÈS À L'EAU EN 2025



■ Raréfaction physique

▨ Raréfaction économique

□ Pas ou peu de pénurie d'eau

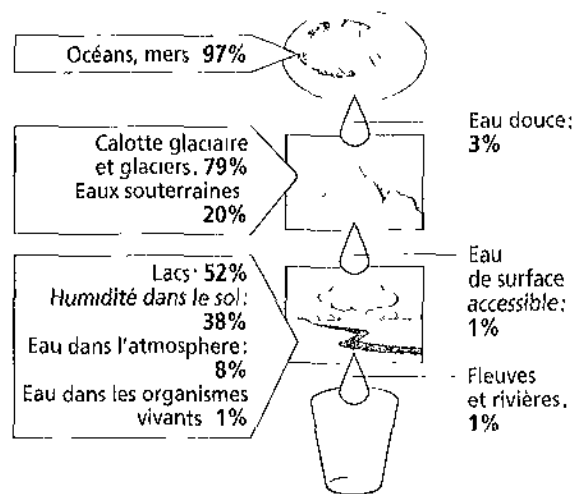
Pays qui devront importer plus de 10% de leur consommation en céréales en 2025

LA PROGRESSION DE LA GESTION PRIVÉE



Pays dans lesquels Vivendi-Water et Suez-Lyonnaise ont signé des contrats avec des administrations publiques pour la gestion totale ou partielle des services des eaux. N'ont pas été retenus les nombreux pays où les multinationales construisent des usines de production d'eau potable ou d'assainissement, mais n'ont pas (encore) en main la gestion des services des eaux.

EAU DOUCE, EAU RARE



→ Si les investissements sont lourds, les activités n'en sont pas moins très profitables. En trois ans, Suez-La Lyonnaise a vu son chiffre d'affaires dans le seul secteur de l'eau s'accroître de 167% pour atteindre 14 milliards de francs suisses à ce jour. Vivendi-Water (20 milliards de chiffres d'affaires pour l'eau) se vante d'être présent dans 100 pays dans le monde. Ces multinationales font beaucoup plus que décrocher des contrats de vente ou de grands travaux. Une à une, les grandes capitales du globe leur cèdent complètement ou partiellement la gestion de leurs services des eaux (voir carte). Comme dans un jeu de Monopoly, les multinationales, parties à la conquête de l'eau, se partagent le monde.

Le terrain des opérations a vu apparaître d'autres « combattants »: Nestlé, Danone, PepsiCo, Coca-Cola. Outre les eaux minérales de source (Fvian, Vittel, Volvic, Perrier, etc.), ces multinationales s'affrontent désormais autour de l'eau en bouteille purifiée. En clair, de l'eau du robinet traitée puis minéralisée artificiellement. Un marché immense que convoitent également Vivendi et Suez, dans les pays émergents et en voie de développement. Le groupe veveysan a lancé « Nestlé Pure Life » au Pakistan en 1999. Puis en Chine, aux Philippines, en Thaïlande, au Mexique et en Argentine en 2000. Enfin, en Inde et au Moyen-Orient cette année. « L'eau minérale traditionnelle s'adresse aux consommateurs aisés, ce nouveau produit vise la classe moyenne », explique François-Xavier Perroud, porte-parole de Nestlé. Cette eau n'est pas non plus à la portée de toutes les bourses. Au Pakistan, la Pure Life coûte 18 roupies, soit 1,2% du salaire mensuel d'une opératrice téléphonique, note le « Wall Street



PALESTINE Des militants israéliens pour la paix offrent de l'eau aux Palestiniens.

Journal», soit l'équivalent de 36 francs en Suisse.

Sur le terrain, les financiers aussi affûtent leurs lames. L'an dernier, la Banque Pictet & Cie a lancé le premier fonds de placement consacré aux entreprises actives dans l'eau, notamment dans l'approvisionnement et le traitement des eaux usées. Un véritable succès qui dépasse tous les objectifs. Au 14 mars, le montant du Pictet Global Water Fund s'élève à 283 millions d'euros (434 millions de francs suisses). La performance est au rendez-vous: +20% en 2000. Pour l'avenir, le gestionnaire de fonds Hervé Gaudart est

confiant. D'abord parce que la demande en eau ne cesse de croître. Ensuite, parce que des pays tels que les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et les pays de l'Europe de l'Est transfèrent toujours davantage la gestion de la distribution de l'eau à des sociétés privées. Et le potentiel de privatisation est énorme. Au niveau de l'Union européenne, les directives de libéralisation et de privatisation de l'eau ne sont pas à l'ordre du jour.

LE CONFLIT ÉTHIQUE ET ÉCONOMIQUE

La privatisation des services est-elle vraiment une réponse adéquate à la gestion planétaire des ressources en eau? Tous les économistes n'en sont pas convaincus. Dans son « Manifeste de l'eau » (Éditions Page deux, 1999), Ricardo Petrella, professeur de sciences politiques à Louvain, fondateur et secrétaire du Comité pour le contrat mondial de l'eau, dénonce avec véhémence les dangers de la « marchandisation » de l'eau. À ses yeux, cette stratégie conduit inévitablement à la dépossession de la gestion des ressources par la collectivité au seul profit de la rentabilité et des actionnaires. « Ce n'est pas sans raison qu'après une première phase privatisée de production, de distribution et d'usage de l'eau dans les villes européennes et américaines du XIXe siècle (...) les entreprises privées ont transféré à l'État la propriété et la responsabilité de l'eau. Ce fut parce que le privé et le marché ne peuvent pas gouverner ce qui, par définition, leur est externe », estime Ricardo Petrella.

« L'eau n'est pas un bien économique simple ni simplement un bien économique, concluent de leur côté Pascal Babillot et Philippe Le Bourd. L'eau reste avant tout un bien d'environnement dont la circulation dans le milieu naturel laisse entier le problème de sa valeur (...). En tant que bien économique (bien de consommation, facteur de production ou support d'activité in situ) l'eau ne possède pas de valeur unique. Celle-ci est sans rapport avec les coûts de mobilisation et d'exploitation, ni avec les prix de l'eau: « un litre d'eau en bouteille, en effet, est vendu aujourd'hui au même prix que 1000 litres d'eau du robinet et 10 000 litres d'eau d'un canal d'irrigation... »

Les aberrations ne tardent pas à se faire ressentir. En douze ans, la privatisation de l'ensemble du service des eaux en Grande-Bretagne a conduit à une augmentation de 36% des factures, obligeant le gouvernement à faire partiellement machine arrière. Et en janvier 2000, les habitants de Cochabamba en Bolivie découvrent que le prix de l'eau potable vient d'être multiplié par trois. >

Les chiffres du désastre

- La consommation d'eau a été multipliée par sept depuis 1900. La moyenne d'eau disponible par habitant était de 8000 m³ en 1990 et devrait descendre à 4000 m³ d'ici vingt ou trente ans.
- L'agriculture consomme 69% de la ressource en eau douce, l'industrie et le secteur de l'énergie 22%, l'alimentation et l'hygiène humaine 8%.
- Un tiers seulement des ressources souterraines est exploitable.
- En Afrique du Sud, 600 000 fermiers blancs pratiquant l'irrigation consomment 60% des ressources en eau du pays, alors que 15 millions de Noirs n'ont aucun accès direct à l'eau.
- 60% des ressources en eau sont localisées dans neuf pays (dont le Brésil, la Russie, la Chine, le Canada, l'Indonésie, les États-Unis...), alors que 80 pays représentant au total 40% de la population mondiale sont confrontés à des pénuries d'eau.
- Un Américain du Nord utilise en moyenne 600 litres d'eau par jour, un Africain 30 litres.
- Entre 30 et 40% de la population de Mexico City, Karachi, Manille, Djakarta, Rio, Buenos Aires, Casablanca, Delhi, Hanoi, Shanghai, Séoul n'ont pas accès à l'eau potable.
- Selon l'OMS, 30 millions de personnes souffrent chaque année d'épidémies dues à la pollution des eaux.
- En Inde, 70% de la population ne dispose pas d'un réseau d'assainissement des eaux. Il faut 500 000 litres d'eau pour fabriquer une voiture. Quelque 50 millions de voitures sont produites par an.



ZAÏRE Des soldats américains distribuent de l'eau.

Les paysans des environs, vivant dans une zone semi-désertique, apprennent que l'eau d'irrigation ne leur appartient plus. Sans consultation publique, les autorités ont privatisé les services des eaux. Les Indiens sont passés du statut de propriétaires ancestraux à celui de clients de l'entreprise Aguas del Tunari, qui n'est autre qu'une filiale de l'International Water Ltd de Londres ..

LES GUERRES DE L'EAU ET L'«HYDROPOLITIQUE»

Le seuil de pénurie a été établi à 1000 m³ par an et par habitant, soit 2740 litres par jour en moyenne; entre 1000 et 2000 m³, la situation est qualifiée de «stress hydrique». La tentation d'une nationalisation à outrance, là où la pénurie ou le «stress hydrique» se font ressentir, peut conduire à la guerre ouverte. Environ 240 bassins majeurs d'eau douce se situent aux frontières entre États. Héritage d'un temps où les lacs et les rivières servaient de frontière à l'instar du Rhin ou de la ligne Oder-Neisse. Les mots «riverain» et «rive» viennent d'ailleurs du latin «riva» qui est aussi la racine de «rival».

Sur les 50 conflits armés qui ensanglantent le monde, l'eau joue un rôle majeur: comme atout stratégique, comme cible (l'empoisonnement par exemple) et comme enjeu même de combat. L'inégalité de la répartition des eaux (10 pays possèdent 60% des ressources de la planète) est source de tensions.

La Turquie par exemple. Château d'eau du Moyen-Orient, elle bénéficie d'un indubitable ascendant stratégique sur ses voisins. Le Tigre et l'Euphrate prennent leur

source en Anatolie orientale où Ankara édifie le plus vaste aménagement hydraulique de la région, le Projet Anatolie du Sud-Est (GAP): 19 centrales et 22 barrages. D'énormes bénéfices en perspectives, mais aux dépens de la Syrie et de l'Irak. Lorsque le GAP sera achevé, le seul tunnel d'irrigation du barrage Ataturk devrait prélever près d'un tiers des eaux du fleuve, déjà diminué de 3 mètres. Certes un accord entre les deux pays oblige la Turquie à lui assurer



Un litre d'eau en bouteille est vendu au prix de 1000 litres d'eau du robinet.

un débit acceptable, mais Ankara compense en moyenne annuelle les phases de privation des eaux syennes (et partant irakiennes) par des phases de subites inondations au gré de ses propres besoins.

Au Proche-Orient, «les guerres successives menées par Israël n'étaient pas exemptes d'une recherche constante de la ressource en eau», analyse Jacques Sironneau («L'eau, nouvel enjeu stratégique mondial», Economica, Paris, 1996). La guerre de Six jours a permis de contrôler toute la vallée du Jourdain et de l'aquifère montagneux de Judée et de Samarie (voir carte). La conquête du Golan a elle aussi obéi à l'objectif de contrôler le Banias qui alimente le lac de Tibériade. Enfin, l'opération Paix en Galilée en 1982 a complété ce contrôle. Près de 70% de la consommation en eau d'Israël provient désormais de l'extérieur de ses frontières de 1948... Selon la Banque mondiale, 90% de l'eau de Cisjordanie est utilisée au profit de l'État juif, les Palestiniens ne disposant que des 10% restants. Un terrible moyen de «chantage hydraulique»... Les deux tiers des pays arabes disposent de moins de 1000 m³ d'eau par habitant et par an, on se fait une idée des risques de conflits à venir.

En fin de compte, l'expérience de concertation pour la gestion des eaux du Rhin, par exemple, a fait ses preuves. Pour éviter de nouveaux conflits, des commissions tentent sur ce modèle de mettre d'accord les riverains du Mékong, du Nil et du Gange. D'autres tensions demeurent par exemple entre le Botswana, l'Angola et la Namibie en raison du détournement des eaux de l'Okavango. Le Texas puise trois fois plus d'eau dans le Rio Grande que le Mexique de l'autre côté du fleuve, essentiellement pour les cuits d'au conditionné et l'arrosage des golfs. Les exemples ne manquent pas.

Dans l'avenir, l'humanité va-t-elle s'entretuer pour l'eau ou trouver les moyens de la partager, de la préserver et de la recycler? Le réservoir d'Assouan en Égypte donne une bonne idée du gaspillage actuel: par son évaporation, il consomme cinquante fois plus d'eau que l'ensemble des centrales thermiques et nucléaires de la zone méditerranéenne. Le secteur agricole (70% de la consommation d'eau douce dans le monde) offre d'autres exemples. En Israël, il représente 72,4% de la consommation d'eau, mais ne participe que pour 2,9% au PIB. Des pistes de réflexions à l'ordre du jour des très nombreux forums, conférences et congrès internationaux dédiés à l'eau ces jours.

Pour en savoir plus: www.hebdo.ch